GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

18 fr. pour trois mois ;
36 fr. pour six mois ;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES :

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL,
Quai aux Fleurs, 11.

(Les lettres et paquets doivent être affranchis.)

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE DOUAI (2^e chambre).

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Lambert. — Audience du 9 août.

MINES DE HOUILLE. — RECHERCHES. — SOCIÉTÉ. — DOL.

Les sociétés pour la recherche de la houille ont-elles un objet licite ? (Rés. aff.)

Les cessions d'actions à prime avant la découverte du charbon sont-elles valables ? (Rés. aff.)

La mention faite dans le préambule de l'acte de société, de la presque certitude de l'existence du charbon et de sa prochaine découverte peut-elle être considérée comme constitutive d'un dol si le charbon n'est pas découvert ? (Rés. nég.)

La cessionnaire d'action a-t-il qualité pour attaquer l'acte même constitutif de la société ? (Rés. aff.)

Ces questions, auxquelles des procès récents donnent un certain intérêt d'actualité, se présentaient dans les circonstances suivantes :

En 1820, une société s'organisa pour la recherche de la houille sur le territoire de Cartignies, arrondissement d'Avesnes, département du Nord. Les travaux se poussèrent d'abord avec activité, et une demande en concession avait même été formée près du gouvernement en 1821. Mais, en 1825, plusieurs associés se retirèrent, attendu que toutes mises de fonds étaient inutiles et sans but, et qu'il paraissait démontré que la veine de charbon ne passait pas à Cartignies. Le défaut de ressources de ceux qui restèrent dans l'entreprise ne tarda pas à arrêter les travaux qui, depuis dix ans, étaient abandonnés, quand, en 1827, les sieurs Bethfort, Bricourt et Duhuin conçurent le projet de racheter les actions de l'ancienne société et de reprendre les recherches de cette société. Ils traitèrent à cette fin avec les sieurs Mercier et Mary, demeurés propriétaires des actions. Après ce traité, un certain nombre de ces actions, rachetées, furent revendues, avec des primes, depuis 3,000 jusqu'à 4,500 francs.

Le 27 septembre, devant M^e Boduin, notaire à Valenciennes, fut passé l'acte constitutif de la nouvelle société. Les actions, qui n'étaient d'abord qu'au nombre de 100, furent portées à 300. On lit dans le préambule de l'acte d'association, qu'une demande en concession avait déjà eu lieu en 1821, et que les sociétaires ont la presque certitude de l'existence du charbon et de sa prochaine découverte. Avant de passer l'acte de société dans la vue de consolider leurs droits, les acquéreurs avaient fait rendre le 31 août 1837, contre le sieur Oberkamp et quelques autres, un jugement par défaut devant le Tribunal d'Avesnes, jugement qui déclarait ces derniers déchu de tous droits dans l'entreprise, faute par eux d'avoir rempli les conditions qui leur avaient été imposées dans les actes de cession des 24 juin 1824 et 9 janvier 1827, passés à leur profit. Ce jugement n'avait pu être exécuté que par procès-verbal de carence...

Après la constitution de la société, diverses actions furent encore revendues à prime. Un sieur Dorlodot, par acte du 26 septembre 1837, acheta du sieur Bernard, professeur d'architecture à Valenciennes, trois des nouvelles actions moyennant 4,500 fr., actions que le sieur Bernard avait de son côté acquises 3,500 fr. Le sieur Dorlodot avait lui-même demandé au sieur Bernard, qu'il avait rencontré dans une maison tierce, l'acquisition de ces trois actions.

La multiplicité des sociétés de charbonnage ne tarda pas à amener sur les actions une baisse des plus prononcées, suite inévitable de la concurrence.

Jusqu'ici le charbon n'a pas été découvert dans les fouilles de Cartignies. A l'échéance des billets qu'il avait souscrits, le sieur Dorlodot se refuse au paiement, prétendant que la cession qui lui a été faite est entachée de fraude et de dol, que la société elle-même n'a aucun but sérieux, mais n'a été constituée que comme une entreprise d'agiotage.

Une instance s'engage devant le Tribunal de Valenciennes, entre le sieur Bernard, vendeur des actions, et le sieur Dorlodot, et, par jugement préparatoire, le Tribunal ordonne la mise en cause de la société elle-même, dont le sieur Dorlodot attaquait les statuts du chef de dol et de fraude. Dans des conclusions subsidiaires, le sieur Dorlodot articulait même contre l'un des sociétaires les manœuvres les plus frauduleuses, par suite desquelles il aurait été entraîné à contracter. Ces manœuvres auraient consisté en annonces positives de la découverte de la houille, et dans l'exhibition même de morceaux de charbon dans les cafés de Valenciennes, comme provenant des mines de Cartignies. Mais une instruction ouverte sur ces faits par le ministère public, n'a abouti qu'à une ordonnance de non-lieu, et a même démontré la fausseté complète de ces imputations.

Toutefois le Tribunal de Valenciennes, par son jugement du 27 avril 1827, avait déclaré nul le contrat de société, comme un contrat sans cause, ou plutôt comme destiné à fournir un aliment à l'agiotage.

Sur appel dans l'intérêt des sociétaires, M^e Dumont a soutenu que la société avait un objet sérieux et licite dans la recherche de la houille et que les stipulations du pacte social étaient exemptes de toute espèce de fraude, les fondateurs ne s'étant même pas, comme d'usage, gratuits d'actions libérées; que si, dans le contrat, les sociétaires avaient annoncé la presque certitude de la découverte du charbon, c'était une jactance banale qui ne pouvait vicier le contrat de dol, et que, du reste, rien ne démontrait encore que cette espérance fut illusoire...

M^e Huré, avocat du sieur Bernard, s'est attaché à démontrer la validité de la cession et la bonne foi de son client, qui n'avait nullement trompé le sieur Dorlodot sur la substance de la chose, mais qui s'est borné à lui rendre, moyennant une modeste prime de 1,000 fr., les trois actions qu'il avait lui-même achetées 3,500 fr.

M^e Danel s'est efforcé de justifier, dans l'intérêt du sieur Dorlodot, le jugement du Tribunal de Valenciennes qui avait annulé le contrat comme entaché de dol et d'agiotage.

Voici le texte de l'arrêt qu'a rendu la Cour royale en réformant la sentence des premiers juges :

En ce qui touche la fin de non-recevoir opposée à l'intimé par les appelants,

Attendu que l'intimé, devenu par voie de cession propriétaire de trois actions dans la société de Cartignies, constituée par l'acte du 27 septembre 1837, pour la recherche de la houille, et appelé comme tel, en vertu de l'article 3 de cet acte, à opérer les versements de fonds, a évidemment intérêt et qualité pour discuter la légitimité de la société elle-même et la validité des dispositions qui l'assujétissent à ces mises de fonds; d'où il suit que l'intimé est recevable dans l'action en nullité qu'il intente;

En ce qui concerne l'annulation du contrat social du 27 septembre 1837

Attendu que les sociétés organisées pour la recherche de la houille sont de véritables conventions aléatoires, dont les effets, quant aux chances de gain ou de perte, dépendent, pour toutes les parties intéressées, de l'événement incertain de la découverte de la houille; que les conventions de ce genre, autorisées par les articles 1104 et 1964 du Code civil, sont valables et doivent être exécutées, à moins qu'elles ne soient viciées par le dol et la fraude;

Attendu, à cet égard, qu'aux termes de l'article 1116 du Code civil, le dol ne se présume pas et doit être prouvé;

Attendu qu'il ne résulte pas des actes et des circonstances du procès que le dol et la fraude aient présidé à l'acte de société dont il s'agit; que les clauses de cet acte sont licites et sérieuses; qu'on ne peut reprocher aux fondateurs de s'être attribué des avantages particuliers au détriment de la masse sociale, et que l'intimé ne prouve pas qu'ils se soient frauduleusement concertés pour donner une existence factice à une entreprise illusoire, et vendre ensuite à des tiers des actions sans valeur; que c'est donc mal à propos que les premiers juges ont annulé le chef de dol et de fraude l'acte de société du 27 septembre 1837;

En ce qui touche la nullité de la cession de trois actions faite par Bernard à l'intimé le 20 octobre 1837,

Attendu, d'une part, qu'il n'est point établi que Bernard, ou toute autre personne dans son intérêt, ait employé des manœuvres frauduleuses pour amener l'intimé à contracter, et que les faits de la cause ne fournissent en réalité aucun motif suffisant pour annuler un contrat de cession librement consenti par des parties majeures, alors surtout que ce contrat porte sur des actions aléatoires dont la valeur varie chaque jour suivant les espérances ou les probabilités de la découverte plus ou moins prochaine de la houille;

Attendu, d'autre part, quant à l'erreur sur la qualité intrinsèque et substantielle des actions cédées, que l'intimé n'a pu être trompé ni sur la nature des droits qui lui étaient transmis par Bernard, ni sur le caractère d'une entreprise dont l'objet n'était pas l'exploitation d'une mine déjà découverte, mais de simples recherches dont l'éventualité restait incertaine;

Que vainement l'intimé prétend que les actions dont il s'agit ne lui ont point été fournies dans les conditions promises par l'acte de société; qu'il résulte au contraire des termes de cet acte, que la société n'a entendu émettre et n'a réellement émis que des actions dans une association de recherches; que la mention qui est faite dans l'article 1^{er} de travaux actuellement commencés et d'une demande en concession formée en 1820, n'a pu induire les actionnaires à compter sur des droits acquis, et n'a eu principalement pour but que de réserver auprès du gouvernement un titre de préférence à l'obtention de la concession;

Attendu, quant aux droits qui pourraient être revendiqués par les membres de l'ancienne société, qu'aucune réclamation à ce sujet n'est dès à présent élevée par eux contre la société actuelle, et que ce serait seulement en cas d'éviction qu'il y aurait lieu d'examiner jusqu'à quel point l'intimé serait fondé soit à prétendre à une indemnité, soit à demander la résolution du contrat de cession intervenue entre lui et Bernard;

Attendu enfin que l'intimé est, sous tous les rapports, d'autant moins admissible à se plaindre du chef d'erreur, qu'il est formellement stipulé dans l'acte attaqué que la cession est faite à forfait et que le cessionnaire ne pourra exercer aucune action en répétition ni en restitution dans le cas où les recherches n'amèneraient aucun résultat;

Relativement à la preuve subsidiairement offerte par l'intimé,

Attendu que les faits reconnus et appréciés dans le cours du procès actuel permettent de considérer dès à présent cette preuve comme inutile et frustratoire, et que, par suite, il n'échet pas de l'ordonner;

La Cour déclare Dorlodot recevable dans l'action par lui intentée; statuant au fond entre toutes les parties, sans s'arrêter aux conclusions subsidiaires dudit Dorlodot, tendant à être admis à la preuve des faits par lui articulés; met le jugement dont est appel au néant; réformant, déboute ledit Dorlodot de sa demande en nullité, tant du contrat social du 27 septembre 1837, que de la cession à lui faite par Bernard des trois actions dont il s'agit au procès; le condamne à payer à ce dernier la somme de 4,500 fr., prix de ladite cession, avec intérêts à dater du jour de la vente, etc., etc.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

(Présidence de M. Ferron.)

Audiences des 23 juillet et 20 août 1838.

ASSURANCE MARITIME. — SINISTRE EN MER. — INNAVIGABILITÉ. — BARATERIE DE PATRON.

Dans le cas d'innavigabilité constatée d'un navire, les délais fixés par les articles 387 et 394 du Code de commerce doivent être rigoureusement observés avant le délaissement des marchandises assurées.

Le défaut d'observation de ces délais de la part du capitaine est une faute rangée dans les cas de baraterie de patron, et dont les assureurs ne sont pas responsables.

Ces questions, dont la solution est d'une haute importance pour le commerce maritime et pour les compagnies d'assurances, ont pris naissance dans des faits qui eux-mêmes ne sont pas sans intérêt, et qui ont été exposés par M^e Marie, avocat des demandeurs.

Le 18 avril 1836, MM. Pelletreau père et fils firent assurer par la compagnie la *Chambre Maritime* la somme de 44,000 fr. qui devait être chargée en diverses valeurs sur le navire français l'*Alexandre*, capitaine Vivès, pour aller de l'île Bourbon à Calcutta et retour à Bourbon. Par un avenant à la police d'assurances, l'aliment du ris-

que de retour fut porté à 50,000 fr. moyennant une prime de 1 et 1/4 pour cent.

Le voyage de Bourbon à Calcutta se fit sans accident; le navire fut chargé de riz pour le retour, et le bon marché de cette denrée fit que la cargaison, au lieu d'être de 50,000 fr. comme on l'avait prévu dans la police, ne fut que 27,242 fr. 87 c., d'où il est résulté une ristorne de 22,757 fr. 13 c.

Le navire quitta Calcutta le 29 mai 1836, en parfait état de navigation, atteignit l'embouchure de la rivière Hooghly le 18 juin, et fit voile pour Bourbon. Quelques jours après sa sortie de la rivière, fut assailli de plusieurs coups de vent et de tempêtes qui durèrent dix-huit jours, le dérangèrent de sa route, et lui firent éprouver de grandes avaries. L'une des premières nécessités du capitaine fut de faire jeter à la mer trois cent cinquante sacs de riz pour alléger le bâtiment, qui faisait dix pouces d'eau à l'heure. L'équipage étant exténué de fatigue et de maladie, privé des moyens de faire la cuisine et prendre aucun repos, le capitaine dut renoncer à l'espoir d'arriver à Bourbon; il songea d'abord à retourner à Calcutta, mais l'état de la mer et les avaries de son navire ne lui laissèrent d'autre voie de salut que de chercher à gagner le port européen le plus voisin, et c'est dans cet état qu'il aborda, le 10 juillet, l'île du Prince-de-Galles, possession anglaise que les Indiens nomment Palo-Pinang.

Le lendemain 11 juillet, le capitaine Vivès se présenta chez le notaire de l'île du prince de Galles, et dans un acte appelé *protêt* il fit la narration exacte de son voyage, et déduisit les motifs qui l'avaient forcé à relâcher dans cette île; immédiatement après, il fit constater par le capitaine de port par deux capitaines marinières et par deux négociants du lieu, l'état du navire et de sa cargaison, et il résulte de cette visite que le navire était innavigable, ou du moins qu'il était à peu près impossible de le réparer dans le port de l'île et de le mettre en état de tenir la mer, et que les marchandises devaient être vendues aux enchères publiques.

Par suite de ces avis, le capitaine Vivès fit vendre aux enchères le navire et la cargaison; les marchandises ont produit, toutes déductions faites, une somme de 12,461 fr. 56 c., et MM. Pelletreau ont formé contre la chambre maritime une demande en paiement de la différence de cette somme avec celle assurée. Cette demande doit-elle être admise? le capitaine n'a-t-il pas fait tout ce qu'il devait faire, et devait-il, dans une telle circonstance, se conformer aux dispositions du Code de commerce relatives au délaissement?

Il a été constaté continue M^e Marie, non seulement que le port de l'île du Prince-de-Galles ne présentait pas les ressources suffisantes pour réparer le navire, et qu'il se trouvait ainsi frappé d'une innavigabilité relative, mais encore qu'il n'y avait pour le capitaine aucune chance probable de pouvoir faire transporter par un autre navire sa cargaison à l'île de Bourbon. Palo-Pinang est un très petit port qui n'est fréquenté (à part les cas de relâches forcées, comme dans l'es-pèce) que par des navires anglais en cours de voyage; et il résulte d'un certificat délivré par le ministre de la marine, que les riz provenant de l'Inde ne sont admis à Bourbon que sous pavillon français. Il y avait ainsi, et sous tous les rapports, impossibilité de transporter les marchandises à leur destination; d'un autre côté, il y avait urgence à les vendre, car les riz de l'Inde ne se conservent pas comme ceux des possessions françaises, ils sont essentiellement périssables; une partie était déjà avariée, et le moindre retard pouvait tout compromettre: il n'y a donc, et sous aucun rapport, de rapproches à adresser au capitaine; mais si cependant, contre toute attente, le Tribunal pensait qu'il ne s'est pas conformé à la loi, et que, dans ce cas, la compagnie d'assurances n'est pas responsable du sinistre, alors le capitaine Vivès devrait évidemment nous couvrir d'une perte qui proviendrait de son fait, et c'est ce qui fait l'objet de nos conclusions subsidiaires.

M^e Guibert, agréé de la compagnie la *Chambre Maritime*, s'exprime en ces termes :

Admettre la demande de MM. Pelletreau serait porter un coup mortel aux compagnies d'assurances. Déjà les assureurs se trouvent placés dans la position la plus difficile; contractant sur des objets qui ne sont pas dans leurs mains, garantissant des risques qu'ils ne peuvent ni prévenir ni surveiller, ils se trouvent entièrement à la discrétion des assurés, et sont obligés de s'en rapporter à leur bonne foi; il n'y a pour eux qu'une seule garantie, c'est celle que leur donne la loi et le contrat qui les lie à l'assuré, et c'est précisément cette garantie qu'on prétend leur ôter aujourd'hui, en violant à la fois et la loi et le contrat.

En retraçant les faits de la cause, M^e Guibert s'élève contre la précipitation qu'a mise le capitaine, qui, dans les dix jours de son arrivée, fait vendre le navire et les marchandises quand la loi lui imposait un délai de trois mois au moins, même pour des marchandises périssables; il critique le peu de soin qu'on a mis à constater les avaries de la marchandise, et soutient la demande de MM. Pelletreau non-recevable: d'abord en ce que le délaissement ne doit, aux termes de la police d'assurances, être effectué que lorsqu'il y a perte ou détérioration matérielle des trois quarts au moins de la marchandise; en second lieu, en ce que le délaissement n'est plus possible, car le capitaine a disposé des objets assurés, a violé les articles 387 et 391; qu'il a ainsi commis l'une des fautes connues sous le nom de baraterie de patron, dont l'assureur n'est responsable ni aux termes de la loi, ni aux termes de la police.

M^e Delangle, pour le capitaine Vivès, demande la mise hors de cause de son client. Il ne s'agit dans la cause, suivant les assureurs eux-mêmes, que d'un règlement d'avaries; le débat doit donc avoir lieu entre l'assuré et l'assureur; quant au capitaine, il doit y être totalement étranger. Et, appréciant à son tour les faits de la cause, M^e Delangle démontre que le capitaine Vivès, dominé par les circonstances, se trouvait sous la main de la nécessité; qu'il a pris le seul parti qu'il y eût à prendre dans l'intérêt de tous, puisqu'il n'y avait pas possibilité d'arriver à un résultat meilleur; que les obligations du capitaine sont tracées par les articles 221, 222 et 223 du Code de commerce, et que, dans la circonstance donnée, sa seule obligation était de veiller au sauvetage du navire et des marchandises; que, loin d'avoir encouru des reproches, il a mérité des éloges pour sa conduite prudente et courageuse dans la position difficile dans laquelle s'est trouvé le navire.

Après les répliqués, la cause a été mise en délibéré, et à l'audience du 20 de ce mois, le Tribunal a prononcé en ces termes :

Le Tribunal reçoit Pelletreau opposant en la forme au jugement par défaut pris contre lui en ce Tribunal le 11 juin 1836;

En ce qui touche la chambre d'assurances maritimes;

Attendu que, d'après les conventions verbales faites entre les sieurs Pelletreau et C^e et la chambre d'assurances maritimes, cette dernière a assuré aux sieurs Pelletreau et C^e la somme de 44,000

fr. sur marchandises chargées ou à charger sur le navire *Alexandre*, capitaine Vivès, pour aller de Bourbon à Calcutta, et retour de Calcutta à Bourbon;

Que ce navire, ayant fait sans avaries le voyage de Bourbon à Calcutta, après y avoir déposé son chargement, reparti de cette ville le 12 juin 1836 pour la destination de Bourbon, avec un chargement de riz dont la valeur n'était que 27,242 fr.;

Attendu que, dans le retour, *Alexandre* essuya des ouragans qui lui occasionnèrent des avaries tellement graves qu'après avoir fait de vains efforts pour gagner le port d'Achem, il fut obligé de relâcher à Palo-Pinang, que les Anglais nomment l'île du Prince-de-Galles; qu'il jeta l'ancre dans ce port le 10 juillet 1836;

Attendu que, dès le lendemain de son arrivée, le 11 juillet, le capitaine Vivès se présenta devant le notaire du lieu, et là, devant ce notaire, fit la déclaration des causes qui l'avaient forcé de relâcher dans ce port;

Attendu que si, aux termes de l'article 245 du Code de commerce, le capitaine, en cas de relâche forcée dans un port étranger, est tenu, à défaut de consul de France, de faire cette déclaration devant un magistrat du lieu, le capitaine allégué que, si sa déclaration n'a pas été faite devant le juge de paix du lieu, c'est que ce magistrat a refusé de recevoir cette déclaration; mais que cette alléguation du capitaine Vivès n'est pas justifiée, et qu'il n'apporte aucun document d'où pourrait résulter la preuve du refus de ce magistrat;

Attendu qu'on voit, d'après les pièces produites, que des négociants et agents de l'île du Prince-de-Galles ont procédé à la vente des marchandises débarquées; qu'ils ont reconnu que 733 sacs de riz avaient été avariés et qu'ils ont recommandé d'opérer la vente aux enchères publiques non seulement des 733 sacs avariés, mais encore des 3,542 sacs de riz sains; mais que ces négociants et agents n'étaient point commis par justice et avaient été choisis par le capitaine Vivès, à la réquisition duquel ils ont procédé;

Attendu que, d'après les conventions verbales existantes entre la chambre d'assurances maritimes et les sieurs Pelletreau, le délaissement, même en cas d'innavigabilité du navire, ne pouvait avoir lieu pour les marchandises que si la perte ou la détérioration matérielle s'élevait aux trois quarts de la valeur totale de la chose assurée;

Attendu qu'il résulte des pièces produites que le chargement du navire *Alexandre*, au moment de son départ de Calcutta, se composait de 4,625 sacs de riz; que dans la traversée et par suite de la tempête, il en a été jeté 350 sacs à la mer; que, d'après le rapport des personnes qui ont visité la marchandise à Palo-Pinang, il n'en existait que 733 sacs d'avarés; qu'on n'a pas mentionné si ces 733 sacs étaient avariés en tout ou en partie; mais que, lors même qu'ils le fussent en entier, ce ne serait toujours que 1,083 sacs d'avarés sur une quantité de 4,625; que dès-lors la quantité avariée formerait à peine le quart de la totalité de la chose assurée, d'où la conséquence que, la perte ou la détérioration matérielle n'étant pas des trois quarts, le délaissement ne pouvait avoir lieu;

Attendu que le capitaine Vivès a fait procéder à la vente des marchandises composant la totalité de son chargement, dès le 22 juillet 1836, c'est-à-dire onze jours après son arrivée à Palo-Pinang;

Attendu que si l'avis des personnes choisies pour visiter les marchandises en recommandait la vente immédiate, ce n'était pas une raison pour le capitaine d'agir contrairement aux dispositions de l'article 391 du Code de commerce; qu'en effet, d'après les termes de cet article, le capitaine est tenu de faire toutes diligences pour trouver un autre navire à l'effet de transporter les marchandises au lieu de leur destination;

Attendu que si le capitaine ne peut trouver de navire pour le transport des marchandises au lieu de leur destination, il doit, dans ce cas, observer les délais prescrits par l'article 387 du Code de commerce, et ne procéder au délaissement qu'après que les délais prescrits sont expirés; que cependant, contrairement à cette disposition impérative de la loi, on a opéré de suite la vente des marchandises, sans observer aucun délai; qu'on ne peut donc s'empêcher de reconnaître que la conduite du capitaine, qui, dans cette circonstance, a agi avec une légèreté et une précipitation inqualifiables, ne peut être justifiée; que c'est là une de ces fautes graves qui constituent la baraterie de patron telle qu'elle est définie par l'article 353 du Code de commerce;

Attendu que la chambre d'assurances maritimes n'a point assuré à l'égard de Pelletreau et comp. la baraterie de patron; qu'il n'est pas dénié que le capitaine Vivès ait eu le commandement du navire *Alexandre* par le choix de Pelletreau et comp.;

Attendu que la distinction que veulent établir Pelletreau et comp. entre leur qualité d'armateurs et celle de chargeurs n'est pas admissible; qu'en effet les mêmes motifs qui ont empêché les assureurs de garantir la baraterie de patron vis-à-vis des armateurs existent également à l'égard des chargeurs quand les chargeurs sont en même temps armateurs;

Attendu que la chambre d'assurances offre aux demandeurs de leur rembourser le montant de la contribution à l'avarie commune mise à sa charge par le règlement amiable;

Que de tout ce qui précède il résulte que l'action de Pelletreau et comp. contre les assureurs est mal fondée;

En ce qui touche le capitaine Vivès, attendu que tout capitaine, maître ou patron chargé de la conduite d'un navire, est garant de ses fautes, même légères, dans l'exercice de ses fonctions;

Attendu qu'on ne peut s'empêcher de reconnaître que la conduite du capitaine Vivès a été telle qu'elle a porté un préjudice aux sieurs Pelletreau et Comp., que dès-lors il doit être responsable du préjudice qu'il aurait causé à ceux-ci par ses actes;

Mais attendu que le Tribunal ne possède pas les éléments nécessaires pour bien apprécier le chiffre du préjudice; que dès-lors, et avant faire droit, il y a lieu de renvoyer pour ce devant arbitre-rapporteur;

Par ces motifs :

Déclare Pelletreau et Comp. purement et simplement non-recevables dans leur demande vis-à-vis de la chambre d'assurance; en conséquence les déboute de l'opposition par eux formée au jugement de défaut congé pris contre eux le 11 juin 1836;

Donne acte à la chambre d'assurances de ce qu'elle offre de rembourser à Pelletreau et C^e la somme de 2,127 fr. 49 cent. montant de la contribution à l'avarie commune, mise à sa charge par le règlement amiable fait à Bordeaux, sous la retenue de un pour cent stipulée entre les parties;

Condamne Pelletreau et C^e aux dépens de ce chef; ordonne l'exécution provisoire en fournissant caution;

Dit que Pelletreau et C^e et Vivès se retireront devant M. Dubernac, que le Tribunal nomme arbitre-rapporteur à l'effet d'entendre les parties sur la quotité de la somme que Vivès devrait à Pelletreau, les concilier si faire se peut, sinon faire un rapport au Tribunal; dépens sur ce chef à la charge de Vivès. »

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

(Présidence de M. le baron de Crouseilles.)

Audience du 17 août 1838.

LOIS PÉNALES DANS LES COLONIES. — PEINE DU FOUET. — ARRÊT CONTRE UN HOMME LIBRE ET DES ESCLAVES. — CONNEXITÉ.

M. le conseiller Isambert fait le rapport d'un pourvoi formé par un noir réfugié de Sainte-Lucie, condamné par la Cour d'assises de la Martinique à cinq ans de travaux forcés, comme chef d'un complot d'évasion d'esclaves, commis au moyen de l'enlèvement d'un canot dans l'habitation du comte Cacqueray de Valmenier, le 15 avril 1838. Les faits constatés par la procédure révèlent que les quatre esclaves

préposés par M. de Valmenier à la garde de son canot auraient pendant la nuit défoncé, de complicité avec d'autres esclaves et le noir réfugié, la porte du bâtiment dans lequel le canot était renfermé, puis ils l'avaient lancé à la mer, oubliant le gouvernail. Seize esclaves montaient ce canot, dont trois femmes et un enfant. Ils avaient payé le passage au sieur Antoine, chef du complot d'évasion, 30, 40, 50 et jusqu'à 60 fr. par tête; mais, entraînés par les courans, ils ne purent gagner ni Sainte-Lucie, ni la Dominique. Au bout de trois jours, épuisés de faim et de fatigues, ils se trouvaient par le travers de la commune du Prêcheur, et, saisis par la douane, ils furent traduits avec le réfugié, tous, comme esclaves, devant la Cour d'assises.

Le magistrat instructeur demanda à l'un d'eux, qu'il reconnut pour l'esclave de confiance d'un colon, pourquoi il avait quitté un maître dont il n'avait reçu que de bons traitemens? « Par le désir d'être libre! » répondit l'esclave.

Les questions à résoudre dans ce procès étaient celles de savoir si le noir réfugié, qualifié dans tous les actes de la procédure, esclave du gouvernement, était réellement libre, et si son pourvoi profitait aux douze esclaves condamnés en même temps que lui, mais qui ne s'étaient pas pourvus.

M. le rapporteur s'est étonné qu'en présence des lois abolitives de la traite, on pût considérer comme esclave du gouvernement un individu venu libre d'une colonie étrangère. Cette question avait de l'importance, parce que, dans les états officiels des noirs du gouvernement, figurent trente-trois réfugiés dont les colonies voudraient s'approprier la personne.

Quant aux esclaves, la législation coloniale leur refuse le recours en cassation, mais, quand un homme libre s'est pourvu, le pourvoi de celui-ci leur profite. (Ordonnance royale du 4 juillet 1827.)

M. le rapporteur a ensuite rendu un compte détaillé de la procédure : sur l'application de la peine, il a fait remarquer que le noir réfugié a été considéré comme libre, et condamné, en vertu du Code pénal colonial, pour vol qualifié du canot, à cinq ans de galères en France; et les douze esclaves, en vertu de la législation qui les régit, à vingt-neuf, vingt et quinze coups de fouet à recevoir sur la place publique par la main du bourreau. (Les trois femmes esclaves ont été acquittées.) On n'a pas pu y attacher la peine des galères, attendu que, par suite de leur misérable condition, les esclaves sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

A la vérité, l'article 35 du Code noir permet de prononcer la peine de mort contre les esclaves pour vol qualifié, et le vol qualifié à leur égard résulte du seul fait de l'enlèvement d'un canot pour s'évader. M. le rapporteur cite un arrêt du conseil supérieur de la Martinique du jeudi 30 novembre 1815, qui applique cette peine à l'esclave Elysée, pour avoir, outre le vol du canot, tenté par son évasion de ravir le prix de sa personne à son maître, et condamna la mère d'Elysée, pour avoir recélé son fils aux recherches de la justice, à assister à son exécution, à être fouettée par la main du bourreau et à garder prison; mais la loi appliquée alors porte : « s'il y a lieu. »

M. Merlin professe que les peines en France ne sont plus arbitraires depuis le Code de 1791. Le Code pénal publié aux colonies en 1828 ne permet plus d'appliquer que des peines spécifiquement déterminées, et, bien que l'article 5 de ce Code ait maintenu à l'égard des esclaves les anciennes ordonnances, on ne pourrait plus les appliquer dans ce qu'elles ont d'arbitraire, surtout une peine comme celle de mort.

M. le rapporteur en cite un deuxième exemple; l'édit de 1743, dont la Cour d'assises vient de faire l'application quant à son article 3, punissait par son article 4, de la peine du *jarret coupé*, l'esclave surpris s'évadant sur un bateau pour une colonie étrangère; mais les mutilations ont été abolies dans les colonies par l'ordonnance royale du 30 avril 1833. Cet article ne pouvait donc être appliqué.

Parmi les peines afflictives corporelles usitées sous l'ancien droit criminel, existait après les mutilations le *fouet*, peine réservée aux individus de basse condition. M. le rapporteur pense que la Cour de la Martinique a encore pu en faire l'application, puisque les maîtres ont conservé le châtimement du fouet, comme mesure disciplinaire envers leurs esclaves.

Ce rapport est terminé par le relevé d'une dernière circonstance. Le noir réfugié a seul été condamné aux frais, tandis que, d'après l'article 55 du code colonial, la condamnation devait être solidaire, et que, par ordonnance royale du 4 juillet 1827, qui a été pour les colonies ce que la loi du mois d'octobre 1789 a été pour la France, la caisse coloniale est appelée à supporter les frais faits contre les esclaves au grand et au petit criminel.

M. l'avocat-général Hello, sur ce point, a conclu à la cassation, parce que l'arrêt de la Cour d'assises refusait ainsi au condamné un recours de droit, dans le cas où il aurait payé tous les frais en vertu de la solidarité. M. l'avocat-général s'en est référé aux observations du rapporteur quant à la peine infligée aux esclaves qui doivent être remis à la disposition de leurs maîtres.

Quant au noir réfugié, M. l'avocat-général a tiré de l'application qui lui a été faite de la peine réservée aux hommes libres, c'est-à-dire les travaux forcés à temps, la preuve qu'il n'était pas esclave, puisque, par les lois coloniales, cette peine n'en est pas une pour ceux qu'elles retiennent en esclavage.

Il en a conclu que le pourvoi était recevable; que la Cour devait statuer tant à l'égard du noir réfugié qu'à l'égard des esclaves; il a pensé que d'ailleurs la procédure était régulière.

La Cour a adopté ces conclusions, déclaré le pourvoi d'Antoine recevable; elle a décidé que son pourvoi profitait aux esclaves; elle a jugé que les débats avaient été régulièrement instruits, que la peine avait été légalement appliquée aux esclaves et à l'homme de condition libre, sauf, en ce qui concerne ce dernier, la condamnation aux dépens.

Elle a cassé cette disposition pour violation de l'article 55 du Code pénal colonial, et, attendu qu'il ne s'agissait plus que d'un intérêt civil, elle n'a prononcé aucun renvoi.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

(Présidence de M. Buchot.)

Audience du 21 août.

ASSASSINAT.

Un assassinat dont la cause première était des plus futiles amenait devant la Cour d'assises Louis Héricé, brocanteur. Voici les faits de l'accusation :

Héricé avait eu des discussions assez vives avec une dame qui habitait une maison rue de Versailles, 8.

La dame Chauvières, en secouant son tapis par sa fenêtre, avait fait tomber de la poussière sur Héricé. Celui-ci en avait conservé du ressentiment. Le 25 mai, apercevant la dame Chauvières à sa fenêtre, il proféra des injures et des menaces qui la forcèrent de se retirer. Le 2 juin, vers neuf heures du soir, Héricé revint encore, et jeta des pierres dans les carreaux. « Vieille sourde, cria-t-il, il faut que je te casse tes carreaux, parce que tu as secoué ton tapis sur mon manger; tu ne me jetteras plus d'ordures. Sortez donc, tas de brigands, que je vous corrige un peu, que je vous soigne à mon idée. »

Le nommé David, qui se trouvait dans la maison, eut l'imprudence de descendre. « Me voilà, que me veux-tu? dit-il à Héricé. — Je vais te soigner, » reprit l'accusé; et aussitôt il se précipita sur lui. Dans ce moment, les témoins déclarent qu'ils ont entendu David crier au secours. « Le gueux, disait-il, il me larde à coups de couteau. » David, arraché avec peine des mains de ce furieux,

fut transporté à l'hospice de la Pitié, où il expira le lendemain à midi.

M. le président, à l'accusé : Qu'avez-vous à répondre à l'acte d'accusation que vous venez d'entendre? — R. J'étais complètement ivre, et je ne me rappelle aucune des circonstances du fait que l'on me reproche. Tout ce que je puis dire, c'est que je n'ai porté aucun coup de couteau, et que même je n'en avais pas ce jour-là en ma possession.

On entend ensuite les témoins, qui confirment les faits énoncés par l'acte d'accusation. On entend entre autres la femme Chauvières; c'est une femme âgée de soixante ans, d'une surdité complète; elle est assistée de sa sœur; celle-ci s'approche de M. le président, et transmet ses questions à la femme Chauvières, en lui parlant à l'oreille. Elle dépose des faits tels que l'accusation les reproche à Héricé.

Héricé persiste dans ses dénégations, malgré les dépositions des témoins.

M. le président : Vous entendez pourtant les affirmations des témoins? — R. Les témoins ne disent pas la vérité.

On entend ensuite M. Bouillau, commissaire de police; il déclare qu'il n'a pas interrogé immédiatement l'accusé, parce qu'on lui a dit qu'il était dans un état d'ivresse tel, qu'il était hors d'état de répondre.

M. le président : Vous êtes-vous assuré par vous-même de l'état d'ivresse de l'accusé? — R. Non, Monsieur.

M. l'avocat-général : Vous n'auriez pas dû vous en rapporter aux déclarations de tierces personnes; il fallait en faire vous-même la vérification et dresser procès-verbal de l'état de l'accusé.

M. Pararriou-Lafosse, avocat-général, soutient l'accusation. M^e Briquet présente la défense de l'accusé. Le jury entre dans la salle des délibérations. Après un quart d'heure environ, M. le chef du jury lit le verdict, duquel il résulte que l'accusé est déclaré coupable d'homicide, mais sans préméditation.

Héricé a été, en conséquence, condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition.

COUR D'ASSISES DE SEINE-ET-OISE (Versailles).

(Correspondance particulière.)

Présidence de M. Chaubry. — Audience du 20 août.

ACCUSATION DE PARRICIDE.

Le 29 mars dernier, dans la soirée, Simon Quinville, vieillard septuagénaire, entra un peu pris de vin dans la maison isolée qu'il habitait seul à Chars. Aidé par une de ses filles, la femme Santerre, il se coucha, conservant son pantalon et son gilet, dans lequel était son argent. La femme Santerre en sortant, à la demande de son père, laissa sa porte ouverte et revint une heure après environ lui porter quelque nourriture. Elle l'appelle à plusieurs reprises, et ne reçoit pas de réponse; effrayée du silence qui règne autour d'elle, et pressentant un malheur, elle se hâte d'avertir son mari, qui se rend avec un de ses beaux-frères à la maison de Quinville. Ils s'approchent du lit et reconnaissent que le vieillard n'existe plus.

On ne remarquait aucun désordre autour de lui; mais deux petits sacs vides laissés, l'un sur le lit, l'autre sur une table, annonçaient que l'argent contenu dans ces sacs avait été soustrait. Ils se disposent à prévenir de cet événement leur troisième beau-frère, Stanislas Frédéric Luce, et à peine ont-ils fait quelques pas hors de la maison, qu'à la clarté de la lune ils reconnaissent à peu de distance Frédéric Luce leur neveu. Surpris de sa présence à une pareille heure, connaissant ses mauvais penchants, ils lui adressent des questions auxquelles Frédéric Luce finit par répondre en avouant qu'il a pris à son grand-père une somme de 150 fr. et un couteau. Il veut fuir, il demande à ses oncles de ne pas le perdre; ceux-ci le retiennent, et bientôt ils sont conduits auprès d'une fosse nouvellement creusée par Frédéric Luce et destinée à recevoir le corps de son grand-père qu'il avait étranglé pendant son sommeil.

Une instruction commence; Frédéric Luce est conduit auprès de sa victime; on lui demande comment il a exécuté son crime; et, avec un affreux sang-froid, il se place sur le lit, sur le cadavre, le saisit à la gorge, le presse avec ses deux mains, et produit les détails de cette scène d'assassinat, qui, dit-il, a duré une demi-heure, et pendant laquelle son grand-père a dû beaucoup souffrir.

Ces détails sont, d'après le rapport des médecins, conformes à la vérité.

Pour cacher son crime, Frédéric Luce était allé prendre dans le grenier de son père une pelle et une pioche qui ont été trouvées auprès de la fosse qu'il avait creusée.

On a dû rechercher quels étaient le caractère et les habitudes de Frédéric Luce, et si cette insensibilité profonde, cette absence de repentir ne devaient pas être attribuées à un état d'aliénation mentale.

Les différentes personnes qui avaient employé Frédéric Luce à des travaux ont déclaré que son caractère irascible et violent, sa paresse, sa méchanceté les avaient déterminés à ne plus se servir de lui. A la suite de discussions d'intérêt avec son père, il l'avait menacé d'incendier sa maison, et, après deux mois d'une vie oisive et vagabonde, il était revenu à Chars le lundi soir 26 mars. Il avoue qu'à son retour son projet parricide était formé, qu'il était dirigé ce jour-là, pour l'exécuter, vers la maison de son aïeul dont il avait trouvé la porte fermée. Le surlendemain il y revint encore, et le même obstacle l'empêcha de s'introduire; mais le mercredi 29, à huit heures du soir, la porte était ouverte, Quinville était couché et endormi; la pensée criminelle, conçue, nourrie pendant plusieurs jours, de lui donner la mort, de s'emparer de son argent, reçut son exécution.

Les médecins qui ont visité Luce dans sa prison ont pensé qu'il avait la conscience de ses actions, quoiqu'il eût des facultés intellectuelles faibles, et que les témoins entendus dans l'instruction se sont accordés à déclarer que Luce était doué de peu d'intelligence, mais qu'il n'avait cependant donné aucun signe de dérangement ni d'aliénation mentale.

Telles sont les charges sous lesquelles, d'après l'acte d'accusation, Luce comparait devant le jury.

La physionomie de l'accusé est commune et sans expression; son regard est fixe et se promène tranquillement sur l'auditoire. Aux questions que lui adresse M. le président sur ses nom, son âge, etc., Luce ne répond pas. Enfin, après de vives instances, Luce semble comprendre les questions qui lui sont faites, et il répond d'une voix sourde : « J'ai déjà dit tout cela. »

Il est impossible d'obtenir aucune autre réponse de Luce. Son avocat prie M. le président de suspendre l'audience, et annonce qu'il va tenter d'engager l'accusé à rompre le silence.

Après une courte suspension, la Cour rentre en séance; mais l'accusé persiste à ne pas répondre; il se contenta de faire entendre quelques monosyllabes mal articulés.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— DOUAI. — C'est le 30 courant que sera plaidée devant la Cour royale de Douai, l'affaire des presses du *Libéral*, déclarées imprimerie clandestine. Les prévenus avaient interjeté appel le 11 courant; mais, malgré l'urgence de l'affaire, les scellés apposés sur le matériel, ils n'ont pu obtenir de M. le procureur-général ni du président d'être jugés avant le 30 août, et cependant aucune affaire n'a été plaidée le 16 août, jour des audiences d'appels correctionnels; aucune affaire n'était même encore fixée au 23, à l'époque de la présentation de la requête. Mais à ces audiences devait être absent un conseiller qui préside en ce moment les assises du Pas-de-Calais.

— MONTPELLIER, 16 août. — M^{lle} Grouvelle est arrivée le 10 de ce mois à la maison centrale de Montpellier, où un appartement avait été préparé pour la recevoir. Cette demoiselle voyageait en chaise de poste, accompagnée d'une femme de chambre, d'un médecin et d'un officier de paix, sous la surveillance duquel elle était placée.

Il paraît que le gouvernement, pour calmer les vives inquiétudes que l'on avait manifestées sur la santé de M^{lle} Grouvelle, a choisi la maison centrale de Montpellier comme devant être le lieu de sa détention temporaire, en raison de la salubrité renommée du climat de cette ville et du foyer des lumières médicales qu'elle offre sa Faculté.

— THANN (Haut-Rhin). — Dans la nuit du lundi au mardi dernier, une vive alerte a mis en émoi toute la population de Thann. L'incendie dévorait cent quatre-vingts cordes de bois façonné et deux mille fagots, situés dans la forêt communale de Thann, et destinés à être vendus par adjudication, lundi prochain. Comme il était impossible d'approcher du foyer de l'incendie, à raison de la chaleur qui était répandue à l'entour, les efforts des pompiers et de la population ont dû se borner à garantir la forêt, soit en abattant les arbres les plus voisins, soit en creusant des fossés de démarcation. La voix publique accuse la malveillance d'avoir causé cet incendie. Le feu paraît avoir été mis sur plus de six points différents.

PARIS, 21 AOÛT.

— MM. Ferey et Poulter, conseillers, sont désignés par M. le garde-des-sceaux, pour présider les assises de la Seine pendant les mois d'octobre, novembre et décembre.

— Vidocq comparait en personne devant la 4^e chambre, pour s'expliquer sur une contestation dans laquelle il est partie intéressée. Voici le fait :

Vidocq a transporté successivement dans plusieurs quartiers de la capitale son établissement industriel. Il a loué en dernier lieu, rue Neuve-St-Eustache, un vaste logement qui a suffi à peine pour y établir son administration. Il avait besoin en outre, pour son habitation particulière, de deux petits logements au-dessus, occupés l'un par la demoiselle Albret, l'autre par le sieur Carbonne. M. Delaunay, propriétaire, pour répondre aux désirs de Vidocq, dont le loyer devait s'élever à 3,000 fr., donne congé à ces deux locataires. Malheureusement l'un d'eux ne pouvait être renvoyé qu'au 1^{er} juillet 1838, et l'huissier fit la faute de signifier le congé pour le 1^{er} janvier.

Cependant Vidocq fut arrêté, une instruction eut lieu contre lui, et, fort inquiet du résultat, le propriétaire ne savait trop s'il devait renvoyer ou conserver ses autres locataires. Il craignait de laisser échapper ou Vidocq ou Carbonne, et quoique ce dernier fût, par l'importance de son logement, d'une moindre considération, M. Delaunay ne voulait pas les perdre tous deux à la fois. Il négigea donc de réitérer le congé.

Cependant Vidocq fut rendu à la liberté. Il a pris soin lui-même d'en instruire le public par des affiches placardées avec profusion sur les murs de la capitale. Il fallait donc lui livrer le logement de Carbonne, mais celui-ci voulait le garder; de là une triple instance : demande sur la validité du congé donné à Carbonne; demande en garantie contre l'huissier qui avait substitué dans la signification du congé le terme de janvier au terme de juillet; demande de Vidocq en résiliation de bail et en dommages-intérêts.

Quatre avocats d'abord et les parties ensuite sont entendus sans jeter beaucoup de lumière dans l'esprit du Tribunal. Cependant, après en avoir quelque temps délibéré, le Tribunal déclare nul le congé donné à Carbonne, et condamne le propriétaire aux dépens.

L'avocat de Vidocq : Mais, Monsieur le président, il y a une demande principale formée par Vidocq en résiliation de bail...

L'avocat de Carbonne : Mais, Monsieur le président, il y a une demande en garantie contre l'huissier.

M. le président : C'est vrai, c'est vrai; nous allons en délibérer.

Le Tribunal, en effet, délibère de nouveau, rejette la demande en garantie contre l'huissier; prononce la résiliation du bail demandée par Vidocq et condamne le propriétaire envers lui aux dommages-intérêts à donner par état; le condamne en outre aux dépens.

On entend Vidocq, en se retirant, dire à un des avocats de la cause qui lui faisait une observation : « Quand on a cent mille écus au soleil, on peut bien payer un loyer de 3,000 fr., que diable! »

— La justice, après une persévérante et difficile instruction, paraît enfin avoir découvert les véritables auteurs de l'assassinat commis le 5 juin, à la rotonde du Temple, sur la femme Renaud. Lesage et Soufflard, les deux forçats libérés sur qui dès le premier moment avaient plané les soupçons, viennent d'être positivement reconnus par les personnes que la vue des assassins le jour du crime avait frappées au point d'avoir pu donner leur signalement. Au reste, les circonstances qui ont accompagné cette reconnaissance si grave sont de nature à ne laisser que bien peu de doute sur l'identité des deux inculpés.

Ainsi que nous l'avons dit, Lesage et Soufflard, dont l'arrestation ne put s'opérer immédiatement, avaient à l'époque du crime fait subir à leur visage une espèce de transformation dont le résultat devait être de dérouter les témoins : l'un avait abattu les favoris qu'il avait portés jusqu'à cette époque; l'autre, au contraire, avait laissé croître sa barbe, contrairement à son habitude antérieure.

Depuis le moment de l'arrestation, le magistrat instructeur avait sagement voulu que tous deux reprissent leur extérieur ordinaire. Ainsi la barbe était repoussée à l'un et on avait rasé celle de l'autre. Il y a quelques jours, vêtus chacun comme ils l'étaient,

suivant les déclarations, le jour du crime, ils ont été, sous la présence de M. Cabuchet, commissaire de police du quartier du Temple, et d'un de Messieurs les magistrats du parquet, conduits, accompagnés de nombreux agens, dans la maison même où la malheureuse femme Renaud a été frappée.

Personne n'avait été averti de cette visite dans le voisinage ni dans la maison. Lesage portait la redingote de couleur grenat dont la reconnaissance avait été trouvée chez sa sœur, et qui, au moment où elle fut dégagee du Mont-de-Piété, était souillée dans la partie inférieure de plusieurs gouttelettes de sang. Arrivés à la maison de la dame Renaud, les magistrats entrèrent suivis des deux accusés qui, placés au centre du groupe d'agens, s'y trouvaient confondus sans que rien les désignât. Au moment où ils passaient devant la loge du portier, celui-ci les entrevit et à leur aspect un trouble causé par la frayeur et l'étonnement le saisit au point de lui faire presque perdre connaissance. On monta, et cet homme, revenu de sa première stupeur, fit demander un moment d'entretien au commissaire de police, qui s'empressa de se rendre à son désir. « Vous me voyez tout tremblant, Monsieur, dit-il lorsqu'il se vit seul avec ce magistrat; savez-vous qui se trouve parmi vos agens? Ce sont les assassins, les assassins eux-mêmes : je les ai reconnus. »

On juge de l'effet que dut produire cette reconnaissance si instantanée et si formelle : mis en présence de Soufflard et de Lesage, le portier persista dans son allégation, et l'énergie des démentis des deux accusés ne put le faire retracter.

Soufflard et Lesage ont été également reconnus par la jeune Maria, la fille de M. et M^{me} Renaud. Une autre confrontation non moins importante a amené encore le même résultat.

Nous avons rapporté cette circonstance, que, quelques moments après le crime, deux individus porteurs d'un paquet et affectant de dérober leurs mains aux regards, étaient entrés dans un café de la rue Notre-Dame-de-Nazareth, et la dame de comptoir avait remarqué avec effroi le caractère effrayant de leur visage. Ces deux hommes, sans consommer l'eau sucrée qu'ils s'étaient fait servir par le garçon, avaient vidé furtivement la carafe d'eau sur leurs mains pour en faire disparaître des traces sanglantes. Mis en présence de la jeune dame qui tient le café, Soufflard et Lesage ont été reconnus par elle. Une dernière circonstance enfin qui vient à l'appui de ces reconnaissances répétées, c'est que le coupon de drap grenat, fourni le lendemain du crime par le sieur Constantin, fripier, qui avait vu parfaitement les assassins, comme devant plus tard servir à constater la couleur de la redingote dont était vêtu l'un d'eux, se trouve parfaitement semblable au drap de la redingote de Lesage.

Quant à la sœur de Lesage, la femme Volard, sur qui porte la prévention d'avoir, en terme de prison, donné l'affaire, il est parfaitement constaté qu'elle est venue à diverses reprises chez la femme Renaud pendant la semaine qui a précédé le crime. Des témoins assurent l'avoir vue devant la maison dans la journée du 5 juin, à l'heure à peu près où l'assassinat a été commis.

Selon toute apparence, la chambre du conseil prononcera très incessamment sur cette affaire, que les débats finiront d'éclaircir complètement.

— TENTATIVE D'EMPOISONNEMENT. — Un honnête garçon tonnelier, le nommé Martin, employé chez M. Grand, marchand de vins en gros, boulevard de la Chapelle, se disposait hier, vers deux heures, à prendre son repas, selon l'usage des ouvriers de Bercy, dans le cellier même où il travaille. Près de lui déjà étaient atablés quelques dérouleurs du port, ainsi que le nommé Dumont, ouvrier comme eux, lorsqu'en plaçant devant lui une assiette de pommes de terre qu'on lui avait apportée quelques minutes avant pour son dîner, il remarqua qu'elles étaient saupoudrées en divers endroits d'une matière noire et nauséabonde. Croyant que quelqu'un de ses camarades avait voulu lui faire une mauvaise plaisanterie, il jeta ses pommes de terre sur un tas d'ordures placé en dehors, et n'ayant pas d'argent sur lui pour aller acheter quelque autre chose, il pria Dumont de lui prêter quelques sous, qu'il lui rendrait le soir en quittant ses vêtements de travail. — Volontiers, répondit Dumont; mais tu es, ce me semble, bien difficile. Et en disant ces mots, il fouilla dans le gousset de son pantalon pour en retirer de la monnaie. Martin attendait, et ses camarades avaient les yeux fixés sur Dumont, se demandant si c'était lui qui avait fait à son ami la plaisanterie dont celui-ci se plaignait, lorsque Dumont, retirant la main de son gousset, amena avec les pièces de monnaie qu'il contenait une certaine quantité d'une poussière verte qui se répandit, mais dont les pièces paraissaient salies. « Que diable est-ce que cette poudre-là? dit Martin. — Ce n'est rien, répondit Dumont en se troublant, du tabac, peut-être. — Non, ce n'est pas du tabac, c'est une poudre semblable à celle qui était répandue sur mon assiette. — Il faut le fouiller! retournons ses poches! » s'écrièrent alors les ouvriers, et, joignant l'action à la menace, ils s'emparèrent de Dumont, qui se trouva en réalité nanti d'une assez grande quantité de vert-de-gris.

Conduit devant le commissaire de police de Bercy, Dumont avoua que, jaloux de Martin, et, conservant vis-à-vis de lui une vieille rancune, il avait saupoudré de vert-de-gris les mets qu'il devait manger, mais dans l'intention seulement de le rendre malade, et non pas de lui donner la mort.

Dumont a été envoyé au dépôt à la disposition de M. le procureur du Roi.

— Hier, vers trois heures du matin, on entendit un grand bruit dans l'intérieur de la salle du théâtre du Palais-Royal : une voix appela au secours et des coups redoublés retentissaient dans les coulisses. Les pompiers sont bientôt arrivés, et ont trouvé un homme enfermé dans une loge des secondes. On a aussitôt questionné cet individu, qui est ouvrier peintre; il s'était endormi pendant la représentation et ne s'était pas aperçu de l'évacuation de la salle. On l'a envoyé passer le reste de la nuit au poste, et ce matin il a été conduit devant M. le commissaire de police, qui l'a renvoyé chez lui, après s'être assuré de la vérité de ses déclarations. Il a été prouvé, en effet, qu'il avait occupé une place dans la loge des secondes, au n^o 63.

— Avant-hier matin, des blanchisseuses ont trouvé sur le bord de la Seine, près de l'abreuvoir du quai de l'École, le corps d'un enfant nouveau-né, qui était enveloppé dans des langes et qui respirait encore. Ces femmes ont cherché à le ramener et l'ont porté chez le commissaire de police. C'était un dimanche et il n'y avait dans le bureau que le porte-sonnette. Celui-ci les renvoya devant M. Bérillon, commissaire de police du quartier Saint-Honoré, qui, ce jour-là, cumulait le service de son collègue avec le sien. Pendant le trajet, le malheureux enfant a expiré.

— Nous recommandons aux pères de famille la méthode d'écriture de M. Vital, breveté du Roi; elle se vend chez lui, 2 fr., passage Vivienne, 13, où sont établis ses cours d'écriture en 25 leçons; d'orthographe en 80, et de tenue des livres en 30.

M. le président : Accusé, vous avez répondu au juge d'instruction d'une manière fort circonstanciée. Dans votre intérêt, répondez, ou la Cour sera forcée de renvoyer l'affaire à une prochaine session.

L'accusé ne répond pas.

La Cour, sur les réquisitions de M. le procureur du Roi, ordonne le renvoi à une autre session.

Luce, qui paraît fort bien comprendre le sens de cet arrêt, se lève presque aussitôt, et un léger sifflement vient effleurer ses lèvres.

Audiences des 17 et 18 août.

ACCUSATION D'ASSASSINAT PAR UN NEVEU SUR SA TANTE. — PEINE DE MORT.

Jean-Baptiste Guillot, garçon boucher, âgé de 20 ans, est accusé d'assassinat sur la personne de sa tante. Voici dans quelles circonstances :

Le soir du 11 avril dernier, un jeune homme vêtu d'une blouse bleue et tenant ses mains dans ses poches, traversait le village de Cormeille-en-Parisis; il rencontra la femme Richard et lui demanda l'adresse de la dame Lelièvre, que celle-ci lui indiqua.

Le lendemain la dame Lelièvre ne parut pas; les voisins inquiets pénétrèrent dans son domicile et la trouvèrent étendue sur le carreau, morte et frappée de deux blessures à la gorge, faites à l'aide d'un instrument tranchant. Les deux chambres qu'elle habitait étaient dans le plus grand désordre, les meubles renversés, l'armoire et le lit fouillés, une montre en or et une grande cuiller en argent avaient été soustraites. On reconnut que la victime avait été assassinée entre sept et neuf heures du soir, tandis qu'elle se déshabillait. Elle avait déjà déposé son bonnet sur le poêle; le lait qu'elle avait l'habitude de préparer la veille pour son déjeuner du lendemain, était dans le vase destiné à le faire chauffer. Dans la chambre on voyait des gouttes de sang éparées, qui semblaient provenir des blessures qu'avait faites, pendant la lutte la victime à son assassin, et près du cadavre un vase plein d'eau teinte de sang et dans lequel le meurtrier avait dû se laver les mains.

La dame Lelièvre, ancienne sage-femme, jouissait d'une certaine aisance; elle avait fait une donation de tous ses biens à sa nièce et à ses neveux, moyennant une rente viagère de 300 fr. Cette rente lui était fort mal payée et la dame Lelièvre en avait manifesté souvent le plus vif mécontentement. La famille savait qu'elle devait posséder des valeurs assez considérables, et en effet on trouva chez elle une somme de 7,000 fr. en or qui avait échappé aux recherches du meurtrier.

Les soupçons s'élevèrent contre un des petits-neveux de la victime, et en conséquence Jean-Baptiste Guillot, garçon boucher, âgé de vingt ans, né à Sartrouville et demeurant à Boulogne, fut arrêté deux jours après.

La femme du boucher Hébert, chez lequel Guillot servait, raconte que, le 9 avril, l'accusé avait dit qu'il voulait aller à son pays où qu'il deviendrait fou; il paraissait fort agité. Le jour du crime il demanda la permission à sa maîtresse d'aller à Paris pour toucher des sommes d'argent qui lui étaient dues; malgré le refus de cette dame, il partit avec une blouse bleue, et lorsqu'il rentra elle était déchirée et tachée de sang, il était blessé aux mains et portait des traces de morsures. Le lendemain, il dit à la femme Hébert qu'il regretta de ne pas lui avoir obéi. Lorsqu'on lui apprit la mort de sa tante, il répondit : « Qu'est-ce que ça me fait, à moi? toute ma famille serait morte que cela me serait bien égal. »

Pour expliquer les blessures de ses mains, il prétendit qu'à la barrière de Grenelle il était entré dans un cabaret; que là il y avait eu une sorte d'émeute, qu'un tabouret lui avait été lancé à la tête, et qu'il s'était coupé avec un tesson de bouteille. Conduit sur les lieux par le brigadier de gendarmerie, on le fait entrer dans dix-sept cabarets; personne ne le reconnaît, dans aucun de ces lieux il n'y a eu de disputes au jour indiqué; cependant il prétend reconnaître le cabaret du sieur Mathieu, mais ni celui-ci, ni sa femme, ni sa servante ne reconnaissent Guillot, et de plus ils ne se servent pas de bouteilles de verre et n'emploient dans leur établissement que des vases de terre et d'étain.

La femme Richard reconnaît parfaitement dans l'accusé le jeune homme à blouse bleue, aux mains enfoncées dans ses poches, qui, le soir du 11 avril, lui a demandé le domicile de la dame Lelièvre : elle reconnaît même sa voix.

Guillot, amené en présence de la victime, est confronté avec elle : les morsures qu'il porte à la main se rapportent parfaitement avec les dents de la dame Lelièvre, et on reconnaît que les dents ont été ébranlées par les efforts qu'elle avait faits pour mordre son assassin; une dent a même été arrachée par le meurtrier pour arracher sa main de la bouche de la victime. De plus, Guillot est gaucher, et c'est justement sa main droite qui porte des traces de morsures.

Guillot s'est présenté devant le jury, assisté de deux conseils qui s'étaient partagé sa défense : M^e Landrin, avocat, et M^e Zoubert, avoué.

M. Dupaty, substitut du procureur du Roi, occupait le siège du ministère public.

Dans son interrogatoire, Guillot a repoussé avec assurance l'accusation dirigée contre lui. Il a prétendu que, le 11 avril, à six heures du soir, il était à Passy, dans le cabaret du nommé Delarue.

Cinquante-quatre témoins ont été entendus dans la première séance; et parmi eux Delarue, cabaretier à Passy, a persisté à dire que le 11 avril, à six heures du soir, l'accusé, en compagnie d'un manchot, est entré chez lui, s'est fait servir deux fois à boire pour tous deux, et s'est ensuite retiré environ une heure après.

Dans son réquisitoire, qui a terminé cette première séance, le ministère public, après avoir développé toutes les charges de l'accusation, s'est attaché à démontrer que la déposition de Delarue était fautive, et, en la flétrissant de son indignation, il s'est réservé de requérir l'arrestation de ce témoin s'il ne s'empressait de revenir à la vérité.

A l'audience du 18, et avant les plaidoiries des défenseurs, le témoin Delarue a été mandé devant la Cour. M. le président lui a rappelé la sainteté du serment, lui a donné lecture des dispositions de la loi sur le faux témoignage, et l'a engagé à se pénétrer de sa position et à rappeler ses souvenirs, afin de rendre à la vérité qu'il devait à Dieu et aux hommes l'hommage qu'on attendait.

Delarue, sur qui la sage allocution du magistrat semble produire une impression profonde, répond en balbutiant qu'il est possible qu'il se trompe sur le jour par lui indiqué, et qu'en définitive il ne peut affirmer que, le 11 avril, ce soit Guillot qui est venu boire chez lui. En conséquence de ces demi-rétractations, cet incident n'a plus eu de suite.

M^e Zoubert a présenté avec un chaleureux entraînement la défense de Guillot, et M^e Landrin a répondu avec un égal talent à la réplique du ministère public.

M. le président Chambry, dans un résumé, a fait comprendre au jury que la déclaration des circonstances atténuantes ne pouvait être puisée en dehors des faits de la cause; qu'ils n'avaient pas à se préoccuper de la peine, et que c'était dans le fait même et dans les actes personnels à l'accusé qu'ils devaient rechercher s'il existait des motifs d'atténuation.

Après une délibération d'une heure, le jury a répondu affirmativement à toutes les questions.

Guillot a été condamné à la peine de mort.

MM. LES ACTIONNAIRES de la compagnie pour la fabrication des cordages et tissus en soie végétale, sont invités à vouloir bien se rendre à la réunion qui aura lieu le lundi 3 septembre prochain, à 11 heures du matin, au siège de la Société, rue Neuve-Vivienne, 41, à l'effet de procéder au remplacement de deux membres du conseil de surveillance et d'entendre le rapport du gérant.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS,

La souscription pour le chemin de fer de Paris à Orléans, est ouverte dans les bureaux de MM. Pillet, Will et C^e, banquiers, rue de la Chaussée-d'Antin, 70.

Ladite souscription sera close le 28 août courant, midi précis.

Brevet d'invention. CAUTÈRES. Médaille d'honneur. POIS ÉLASTIQUES EN CAOUTCHOUC

DE LEPPERDRIEL, pharmacien, faubourg Montmartre, 78, à Paris. ADOUCISSANS à la Guimauve, SUPPURATIFS au Garou, DESINFECTEURS au charbon : ils doivent à leur composition et à leur élasticité la propriété d'entretenir les CAUTÈRES d'une manière régulière, exempte de douleur et des inconvénients reprochés aux autres espèces de Pois. — Dépôts en province.

Annonces judiciaires.

Adjudication définitive le samedi 1^{er} septembre 1838.

En l'audience des criées, au Palais-de-Justice, à Paris, une heure de relevée, Du CHATEAU de Marnes, parc et dépendances, sis commune de Marnes,

près le chemin de fer de Paris à Versailles (rive droite), entre Ville-d'Avray et Versailles, et consistant en un château au milieu d'un beau parc, entouré de murs, orangerie, serre, glacière, pièces et jets d'eau, potager à la Montreuil, etc., le tout d'une superficie de vingt-un hectares. Estimation et mise à prix, 120,000 fr. S'adresser à Paris, à 1^{er} M^e Labois-

sière, avoué-poursuivant, rue du Sentier, 3; 2^e M^e Adolphe Legendre, Renoult et Denormandie, avoués-collocataires; 3^e M^es Bournet, Véron, Druet et Foucher, notaires, Et sur les lieux, au garde, qui montrera la propriété sur un permis.

Terres et château de Cerisy, arrondissement de Saint-Lô, département de la Manche.

A vendre, le 3 septembre 1838, par adjudication, devant M. le président du Tribunal civil de Coutances (Manche), Le domaine de Cerisy, composé d'une terre divisée en deux parties, sur l'une desquelles un château, batiments d'exploitation, cour d'honneur, fermée de murs et d'une grille en fer, jardins légumiers et d'agrément, verger, avenues, bosquets, étangs, terres labourables et prairies; le tout contenant 39 hectares 50 ares, d'un revenu de 6,000 fr., susceptible d'augmentation.

S'adresser à M. Hébert, avocat à Coutances; A M^e Leloutre, avoué audit lieu; A M^e Morand-Guyot, avoué à Paris, rue d'Hanovre, 5; Et à M. Chaillou, propriétaire, rue du Fbg-St-Denis, 80.

Adjudication préparatoire le 1^{er} septembre 1838, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, d'une JOLIE MAISON, sise à Beau-Grenelle, commune de Grenelle, rue Croix-Nivert, 39, sur la mtst à prix de 10,000 fr,

S'adresser : 1^o à M^e Gallard, successeur de M^e Fortuné Delavigne, rue du Faubourg-Poissonnière, 7, avoué poursuivant; 2^o à M^e Enne, avoué présent à la vente, rue Richelieu, 15.

ÉTUDE DE M^e LESIEUR, AVOCÉ, A Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 26.

Adjudication définitive le samedi 25 août 1838, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, une heure de relevée,

D'une jolie MAISON de campagne avec cour, basse-cour, grande et belle serre, jardin, parc et dépendances, sise à Brunoy, rue du Donjon, arrondissement de Corbeil (Seine-et-Oise).

Mise à prix : 50,000 fr. S'adresser pour les renseignements audit M^e Lesieur, avoué poursuivant.

Avis divers.

A vendre une très bonne ÉTUDE D'AVOCÉ de première instance, dans une des principales villes du royaume. S'adresser, pour les renseignements et les conditions, à M. Normand, rue d'Enfer, 19.

FUSILS-ROBERT

Brevetés du Roi, sans platine ni baguette, tirant sans nul danger 15 coups à la minute. Au premier, rue du Faubourg-Montmartre, 17.

FRIGIDINE

TISSU FROID GLACIAL

Pour COLS, GILETS & CASQUETTES D'ÉTÉ

27, Pl. de la Bourse

MARIAGE

Les personnes qui desiront se marier peuvent, en toute confiance, s'adresser à Mad. St-Mars, rue Cadet, 15; elle a en ce moment plusieurs dames et demoiselles riches à établir, (affr.)

CHOCOLAT-MENIER

Médailles d'or et d'argent.

La vogue extraordinaire qu'obtient partout le Chocolat-Menier, et les récompenses honorables décernées par le Roi et la SOCIÉTÉ D'ENCOURAGEMENT attestent mieux que tout autre éloge sa supériorité remarquable. Passage Choiseul, 21, et chez MM. les pharmaciens et épiciers de Paris et de toute la France. FIN, 2 fr. — SURFIN, 3 fr. — PAR EXCELLENCE, 4 fr., au lait d'amandes, sape, lichen, etc. 4 fr.

PH. COLBERT

Premier établissement de la capitale pour le traitement végétal des maladies secrètes et des dartres, démangeaisons, taches et boutons à la peau. Consult. médic. grat. de 10 à 2 h. passage Colbert, entrée partic., rue Vivienne, 40

BANDAGES A BRISURES

Admis à l'exposition de 1834. Brevet d'invention et de perfectionnement accordé par le Roi, pour de nouveaux bandages à brisures; pelottes fixes et ressorts mobiles s'ajustant d'eux-mêmes sans soussues et sans fatiguer précieuses aux bandages anglais par l'Académie royale de médecine de Paris; de l'invention de Burat frères, chirurgiens-herniaires et bandagistes, successeurs de leur père, rue Mandar, 12.

Nous prévenons les personnes qui voudront bien nous honorer de leur confiance, de ne pas confondre notre maison avec celles qui existent aux deux extrémités de la rue Mandar.

PATE PECTORALE ET SIROP DE NAFÉ d'ARABIE

SEULS PECTORAUX APPROUVÉS et reconnus SUPÉRIEURS aux autres, par un Rapport à la Faculté de Médecine, POUR GUÉRIR LES RHUMES, CATARRHES, TOUX, COQUELUCHE, ENROUEMENS, Asthmes et les Maladies de POITRINE.

DEPÔTS dans toutes les Villes, et chez DELANGRENIER rue RICHELIEU 25, Paris.

Somnambulisme.

M^{me} P. Gavelle, somnambule, autrefois rue St-Denis, 247, continue ses consultations sous la direction d'un médecin, de midi à trois heures, rue Neuve-des-Mathurins, 46. On peut consulter aussi par correspondance en envoyant des cheveux.

Sociétés commerciales. (Loi du 31 mars 1833.)

Suivant acte reçu par M^e Foucher, notaire à Paris, les 9 et 10 août 1838, enregistré, la société formée aux termes d'un autre acte reçu par M^e Foucher, son père et prédécesseur, le 28 mars 1829, sous la raison POUPILLIER fils et Comp., entre : 1^o M^{me} Antoinette-Clémentine de SAINT-FELIX, veuve en premières noces de M. Charles-François POUPILLIER, et épouse en secondes noces de M. Louis-René-Prospér BAUYN, marquis de PERREUSE, propriétaire, avec lequel elle demeure à Paris, rue Bleue, 14; 2^o M. Charles-Joachim POUPILLIER, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 60; 3^o et M. François-Etienne POUPILLIER, négociant, demeurant aussi à Paris, rue de Trévis, 21, pour le commerce des fers, tôles et ferblancs, a été dissoute purement et simplement à compter du 1^{er} septembre 1838.

FOUCHER.

Suivant acte reçu par M^e Foucher, notaire à Paris, les 9 et 10 août 1838, enregistré, il a été formé une société entre M^{me} Antoinette-Clémentine de ST-FELIX, veuve de M. Louis-Charles-François POUPILLIER, épouse assistée et autorisée de M. Louis-René-Prospér BAUYN, marquis de PERREUSE, propriétaire, demeurant à Paris, rue Bleue, 14, et M. Charles-Joachim POUPILLIER son fils, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 60.

Cette société a pour objet la continuation du commerce exercé par la société Poupillier fils et Comp., et dissoute par acte devant ledit M^e Foucher, dudit jour 10 août 1838.

Il a été dit que les opérations de ce commerce consistent et continueraient à consister en achats et consignations de fers, tôles, ferblancs, et généralement dans toutes les opérations se rattachant à ce commerce.

La durée de la société est fixée à dix années à partir du 1^{er} septembre 1838.

Le siège de l'établissement de la maison de commerce a été fixé à Paris, rue St-Paul, 30.

La raison de commerce et la signature sociale sont : POUPILLIER fils et Comp.

Il a été convenu que M. Poupillier fils aurait seul la signature sociale.

Le fonds social a été fixé à 800,000 fr. qui ont été fournis par les associés chacun par moitié.

FOUCHER.

Par deux actes devant Esnée, notaire à Paris, l'un du 25 mai 1838, et l'autre du 10 août suivant, M. Alexandre-Auguste THOREAU-SANEGON, propriétaire, demeurant à Paris, rue du Grand-Chantier, 7, a formé pour soixante ans à partir de sa constitution définitive, une société en commandite ayant pour objet d'assurer au public une sépulture honorable, et devant être connue sous le nom de la Prévoyante, compagnie d'assurance des funérailles pour la ville de Paris.

Le siège de la société est à Paris, rue du Grand-Chantier, 7.

La raison sociale est THOREAU-SANEGON et Comp.

M. Thoréau, comme seul gérant responsable, a la signature sociale, mais il ne peut en faire usage que pour les besoins de la société, doit tout acheter au comptant, et ne peut souscrire aucun billet, ni engagement emportant obligation de payer.

Le fonds social est de 600,000 f. représenté par trois cents actions de 1000 fr. chacune et six cents actions de 500 fr. chacune, toutes au porteur.

Et par le dernier acte M. Thoréau, a déclaré que cette société était définitivement constituée à partir du 10 août 1838, au moyen de ce qu'il y avait pour 40,000 fr. d'actions soumissionnées.

Pour extrait :

ESNÉE.

Par acte passé devant M^e Tabourier et son collègue, notaires à Paris, le 7 août 1838, enregistré.

M. François-Victor-Stanislas ANDRÉ, ancien inspecteur d'assurance contre l'incendie, demeurant à Paris, rue de Rivoli, 50 bis,

A formé une société en commandite par actions entre lui et les personnes qui y adhèrent par la prise des actions.

Cette société a pour objet l'assurance sur la vie et contre les maladies, les infirmités et accidents;

Les constitutions de rentes viagères sur une ou plusieurs têtes, immédiates ou différées;

L'assurance contre les clauses du tirage au sort pour le recrutement de l'armée;

L'assurance des propriétés mobilières et immobilières contre l'incendie et des constructions contre toute espèce de dommages.

Les assurances contre la grêle, contre la mor-

talité des bestiaux, contre la perte des frais de procès et contre les risques de la navigation intérieure et de la navigation maritime.

L'assurance des créances hypothécaires et des intérêts dont elles sont productives.

L'assurance des loyers et fermages.

L'organisation des sociétés civiles, industrielles et commerciales, avec assurance de leurs capitaux, moyennant une part des bénéfices, de manière à hâter la réalisation des idées utiles.

Les recouvrements de toute nature.

Les placements sur hypothèques, remboursables à terme, ou par annuités viagères.

Les opérations de banque.

L'établissement de comptoirs cantonniers et autres destinés à pourvoir simultanément aux besoins de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et par suite à faire cesser l'opposition d'intérêts qui existe entre ces trois éléments de la fortune publique.

Les achats et ventes d'immeubles, de droits successifs, mobiliers et immobiliers, de créances et d'actions ou intérêts dans les entreprises industrielles.

La publication d'ouvrages et écrits périodiques et non périodiques.

Enfin le courtage général de publicité et d'abonnement aux journaux avec toute espèce de spéculation sur ces annonces et insertions.

L'assemblée générale des actionnaires pourra autoriser la gérance à faire d'autres opérations que celles ci-dessus énumérées.

La société opérera en France et à l'étranger.

Le siège de la société sera à Paris, dans les bureaux de son administration, établie rue de Rivoli, 50 bis.

Cette société portera le titre de *l'Abeille, association générale de l'industrie et du commerce.*

La raison sociale est ANDRÉ et Comp.

La société sera gérée par M. André et les associés responsables qu'il devra s'adjoindre en les faisant agréer par l'assemblée générale des actionnaires avant le 1^{er} janvier 1840.

Le fonds social a été fixé à dix millions de francs.

Il sera représenté par 24,000 actions qui seront divisées en deux séries de la manière suivante :

La première série se composera de 8,000 actions de 250 fr. chacune, ci. 2,000,000 fr.

Et la deuxième série de 16,000 actions de 500 fr. chacune. 8,000,000 fr.

En tout 24,000 actions, représentant ensemble 10,000,000 fr.

600 actions de la première série entièrement libérées ont été attribuées à M. André, à titre de fondateur.

Cette société a été constituée le jour de l'acte ci-dessus énoncé, et sa durée sera de quatre-vingt-dix-neuf ans, à partir du jour de la constitution.

Suivant acte passé devant M^e Monnot-Leroy et son collègue, notaires à Paris, ledit M^e Monnot-Leroy ayant substitué M^e Aumont-Thiéville, son collègue, lors absent, le 9 août 1838, enregistré;

Il a été formé sous la raison P.-R.-X. LABOISSIERE et Comp., et pour quarante années à partir du 1^{er} août 1838, entre MM. PAUL-JOSEPH-XAVIER LA BOISSIERE, ancien député, demeurant à Pernes (Vaucluse), Guillaume-Agapithe HIGONNET, négociant, demeurant à Paris, rue des Petites-Ecuries, 15, et Michel SAUVAN fils, négociant, demeurant à Avignon, et tous ceux qui y adhèrent par la prise d'actions, une société en nom collectif à l'égard de M. La Boissière, et en commandite à l'égard de MM. Higonnet et Sauvan, ayant pour objet l'exploitation de carrières à plâtre dans les départements de Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault et Drôme, et dont le titre est : *Société plâtrière du Midi.*

Le siège de la société a été provisoirement fixé à Paris, rue et hôtel Lafitte, 19.

Le capital social a été fixé à 800,000 fr. divisé en huit cents actions de 1,000 fr. chacune, toutes nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

M. La Boissière, qui a seul la signature sociale, a apporté à ladite société : 1^o la carrière à plâtre dite la *Parisienne*, située sur la commune de Velleron (Vaucluse), avec tous les établissements, fours, batiments en dépendant et tout le matériel nécessaire à son exploitation; 2^o dans le département des Bouches-du-Rhône, une carrière à plâtre et terrain en rapport de culture, située près Marseille, au quartier dit de *Foudarlie*.

Sur les huit cents actions, trois cents ont été attribuées à M. La Boissière, pour le remplir de son apport; deux cents ont été destinées à former un fonds de roulement et à être émises pour le compte de la société.

Quant aux trois cents autres, il a été dit qu'elles resteraient à la souche pour former un fonds de réserve destiné à toutes les dépenses sociales imprévues, et spécialement à l'acquisition de nou-

veaux terrains, et qu'elles seraient émises au fur et à mesure des besoins sociaux.

Par délibération de l'assemblée générale, régulièrement constituée le 9 août 1838, de la société du mastic bitumineux-végétal, fondé sous la raison DREYFUS, OLYR et Comp., suivant acte reçu par Fould, notaire à Paris, le 12 mars 1838, enregistré et publié.

MM. Dreyfus et Olyr, gérans responsables, donnant leur démission, qui a été acceptée, il a été procédé à leur remplacement, avec l'adhésion de MM. Regnier et Grandhomme, adjoints à la gérance;

Et M. Adrien AINÉ, négociant, demeurant à Paris, rue de Braque, 3, présentant les conditions voulues par le statut, a été nommé à l'unanimité gérant unique pour l'avenir.

La raison sociale est désormais Adrien AINÉ et comp. Le siège de la société est transféré boulevard St-Martin, 3 ter, à Paris. M. Adrien ainé a seul la signature.

La société est en nom collectif à l'égard de MM. Adrien Ainé, Regnier et Grandhomme, et en commandite à l'égard de tous les autres sociétaires.

Les actions et le registre à souche subiront les changements nécessaires.

Et pour faire publier ces modifications et changements, pouvoirs ont été donnés à M. Adrien Ainé, gérant.

Dont est extrait : Adrien AINÉ.

D'un acte sous seings fait en quadruple expédition, à Sézanne, le 9 août 1838, enregistré à Paris, le 17 du même mois, fol. 96, verso, case 4, par Frestier qui a reçu 5 fr. 50 c.

Il appert :

Que M. Victor-François PINARD, ancien négociant, propriétaire, demeurant à Sézanne, et M. Hippolyte PINARD, aussi négociant, demeurant aussi à Sézanne, ont formé une société en nom collectif entre eux eux et en commandite avec les personnes qui, devenant propriétaires d'actions, adhéreront pour ce seul fait aux statuts de ladite société pour l'établissement et l'exploitation d'une manufacture de porcelaine.

La raison sociale est PINARD père et fils et C^e. Le siège de la société est fixé à Paris, provisoirement, rue St-Martin, 34, chez M. Delabigne.

La société a été formée pour 20 années consécutives qui commencent à courir du 9 août 1838.

Le fonds social se compose de quatre cents actions de chacune mille fr. Les gérans ne se réservent aucune action industrielle. Ils devront posséder chacun dix actions qui seront inaliénables et qui ne pourront être retirées qu'à la dissolution de la société, ou trois mois après la cessation de leurs fonctions et après l'apurement de tous leurs comptes.

La société sera administrée par MM. Pinard père et fils, seuls associés gérans responsables, ayant tous les deux la signature sociale. M. Pinard père se réserve la faculté de donner sa démission quand bon lui semblera, avec droit de présenter un successeur ou de laisser la société sous la gérance unique de M. Pinard fils, son associé.

Pour extrait conforme : Signé H. PINARD. Signé PINARD-SIMPLIOT.

ÉTUDE DE M^e COTELLE, NOTAIRE A Paris, rue St-Denis, 374.

Suivant acte passé devant M^e Laurent Cotelle, qui en a la minute, et M^e Girard, notaires à Paris, le 9 août 1838, enregistré, l'effet de la clause résolutoire stipulée pour l'art. 25 d'un acte reçu par ledits M^es Cotelle et Girard, le 18 avril précédent, portant formation d'une société, pour l'exploitation des mines de houille de Montcombroux, dans le cas où les 4,000 actions nécessaires pour la constitution de la société n'auraient pas été souscrites dans le délai de trois mois du jour de l'acte social, a été reporté au 31 mai 1839, par M. Louis-Frédéric LEON DE BOULNOIS, ancien magistrat, demeurant à Paris, rue d'Enfer, 16, gérant responsable de ladite société, et par M. Claude-Antoine-Louis ROSSIGNOL, propriétaire de perception de Paris, y demeurant, rue de Jouy, 9, l'un des commanditaires.

Et suivant acte passé devant M^e Priveraud, notaire au Donjon (Allier), le 10 juillet 1838, dont le brevet original enregistré et légalisé a été annexé à celui dont extrait précède, pareille prorogation a été consentie par M. Antoine-Gilbert-Félix MEILHEURAT DES PREIREAUX, propriétaire, demeurant aux Preiraux, commune de Montcombroux, arrondissement de La Palisse (Allier), et autres commanditaires de ladite société.

Par acte sous seing privé à la date du 18 de ce mois, enregistré ce jour à Paris, la société en commandite qui a existé à Rochefort (Seine-et-Oise),

sous la raison S. VERDURE née SCERFF et Comp., entre la dame S. VERDURE née SCERFF, et le sieur J.-L. BRUNET, est dissoute d'un commun accord entre les parties, qui ont confié la liquidation à M. S. CACAU. Paris, le 21 août 1838. S. CACAU.

MM. BERNARD et RATIER, rue du Faubourg-St-Martin, 20, se sont associés collectivement pour quinze ans, pour exercer leur profession de serrurier, suivant acte du 9 courant, enregistré le 16; l'extrait déposé au greffe du Tribunal de commerce et affiché conformément à la loi.

ÉTUDE DE M^e BEAUFEU, NOTAIRE, A Paris, rue Ste-Anne, 57.

D'un acte passé devant M^e Beaufeu, notaire à Paris, qui en a la minute et son collègue, les 26 juin, 9 et 10 août 1838, enregistré,

Il appert que la société en commandite et par actions pour l'exploitation des *Panoramas* des Champs-Élysées, formée entre M. Jean-Laurent POETE, artiste peintre, demeurant à Paris, rue Taillout, 8 bis, et les personnes qui ont adhéré à ladite société, suivant acte passé devant ledit M^e Beaufeu, qui en a la minute et son collègue, le 9 mai 1838, enregistré, a été dissoute à partir dudit jour 10 août 1838.

Il a été dit, en outre, qu'il n'y avait pas lieu de nommer de liquidateur de ladite société.

Par acte passé devant M^e Morel Darleux, notaire à Paris, et l'un de ses collègues, le 8 août 1838, enregistré à Paris, 9^{me} bureau, le 13 du même mois, fol. 145, v^o, c. 4 et 5, par Mignat qui a reçu 5 fr. 50 cent.

M. Pierre-Adolphe ANGUILE, ex-capitaine d'infanterie, chevalier de la Légion-d'Honneur, demeurant à Paris, rue de Marivaux, 3, près la place des Italiens, a formé une société en nom collectif et en commandite par actions, savoir :

En nom collectif à l'égard de M. Anguille, comme administrateur-gérant seul responsable, et en commandite à l'égard des autres personnes qui prendraient des actions.

Cette société a pour objet la fondation d'une banque ou d'une caisse générale afin d'assurer un capital ou une rente viagère plus ou moins élevée, suivant des mises déterminées et d'après les bases qui ont été établies par ledit acte de société et qui seront publiés ultérieurement.

Ladite société sera connue et désignée sous le titre de *Banque nationale des familles*, comprenant :

La caisse d'apprentissage et d'instruction.

La caisse des mariages.

La caisse d'économie pour la vieillesse.

Lesquelles ne formeront qu'une seule et même caisse, ayant le même fonds de garantie, de réserve et d'amortissement.

La durée de la société sera de quatre-vingt-dix ans, à partir du 15 août 1838.

La raison sociale sera ANGUILE et Comp. Le gérant aura la signature sociale.

Le fonds social a été fixé à la somme de 20 millions et est divisé en trois séries d'actions, les deux premières nominatives et la troisième au porteur.

La première de 2,000 actions de 5,000 francs chacune, du numéro 1 à 2,000.

La seconde de 9,000 actions de 1,000 fr. chacune, du numéro 1 à 9,000.

Et la troisième de 2,000 actions de 100 fr. chacune.

Chaque action porte intérêt à 4 pour cent.

La société prend fin à l'expiration du temps pour lequel elle a été établie, et la dissolution ne pourra être prononcée avant cette époque que si les pertes absorbaient moitié du fonds social.

Pour faire publier ledit acte de société, tous pouvoirs ont été donnés au porteur du présent extrait.

Pour extrait :

TRIBUNAL DE COMMERCE. ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS.

Du mercredi 22 août. Heures.

Pliez, loueur de voitures, vérification. 10

Muidebez, md tapissier, id. 10

Cante, armurier, clôture. 10

Lurin, fabricant de bronzes, syndicat. 10

Manigot, md de vins, id. 2

Benedetti, fabricant de casquettes, concordat. 3

Potin fils, md de papiers, vérification. 3

Du jeudi 23 août.

Grimprelle, md libraire, concordat. 10

Prévost, md de vins, id. 11

Avenel, ancien pâtissier, id. 11
Perrin, tapissier, clôture. 11
Cornillat, md de bois de bateaux, vérification. 12
Dame veuve Barrand, loueuse de voitures, remise à huitaine. 12
Pinel, ancien négociant, syndicat. 12
Desse, ancien négociant, concordat. 2

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

	Août.	Heures.
Simonnot, limonadier, le	24	10
Absille, maître maçon, le	24	10
Gibus, fabricant de casquettes, le	24	10
Callemann, ancien tôle, le	28	10
Harnepont, md de tapis, le	29	10
Maillard et Andrews, fabric. d'étoffes imprimées, et Maillard personnellement, le	30	10
Seguin, négociant en vins, le	30	12
Gavelle, md de bois, le	31	2
Paris, coiffeur, le	31	2

CONCORDATS. — DIVIDENDES.